

MADAGASCAR

Conseil Exécutif

205^{ème} session

Débat Général

(Vérifier au prononcé)

Intervention de Madame Harifera Elisa RABEMANANJARA

**Chargée d'affaires a.i, Déléguée permanente adjointe de la République de
Madagascar auprès de l'UNESCO**

8 octobre 2018

Discours du Débat Général de la 205ème Session du Conseil Exécutif

**Madame la Présidente de la Conférence générale,
Monsieur le Président du Conseil Exécutif,
Madame la Directrice Générale,
Excellences,
Chers collègues,**

Je souhaite commencer mon discours en citant les mots du Secrétaire Général des Nations Unies Antonio Guterres qui a déclaré en mai dernier : « Réformer, c'est mettre en place les mécanismes qui permettent de faire la différence dans la vie des personnes que nous servons ».

Aussi nous formons le vœu que le processus de transformation stratégique contribue à faire la différence dans la vie des hommes et des femmes pour un monde meilleur et pacifique.

A ce titre, permettez-moi Madame la Directrice Générale de saluer les efforts que vous avez consentis pour garantir le succès du processus de transformation stratégique lié à la réforme de l'Organisation des Nations Unies.

Nous sommes confiants qu'en améliorant le dialogue et l'engagement envers les États membres dans le processus de transformation stratégique, l'UNESCO sera en mesure de mieux adapter sa présence, son expertise et ses priorités en adéquation avec les priorités nationales afin que personne ne soit laissé de côté.

Nous encourageons une présence de l'UNESCO efficace et pertinente, axée sur les besoins des pays africains et s'alignant sur le Programme 2030 et l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Nous félicitons la Directrice Générale d'avoir pris l'initiative de réactiver la Commission mixte Union Africaine-UNESCO. L'Afrique ne peut plus se permettre des retards dans le développement durable.

Lors de cette session d'examen du Programme et budget (40C/5), nous nous devons d'être particulièrement attentifs à ne pas perdre de vue l'exécution et la continuité du programme défini dans le 39C/5 dont la Priorité-Afrique avec ses programmes-phares.

Au vu des ressources limitées dont dispose notre Organisation, nous estimons que la notion de pérennisation institutionnelle doit constituer un objectif intersectoriel primordial. Ainsi, afin d'améliorer la pertinence et l'efficacité des programmes de l'UNESCO et pour que la population puisse réellement s'approprier des résultats des programmes mis en œuvre par l'Organisation, il s'avère important d'allouer de fonds pour la le renforcement des capacités institutionnelles des États. Il est également important de renforcer les programmes intersectoriels avec les fonds non dépensés.

Nous saluons la tenue de la première édition du Forum des partenaires et nous encourageons la tenue de ce genre d'évènement. Nous tenons à féliciter la Présidente du Groupe préparatoire pour l'excellence des travaux accomplis. Ces travaux nous sont d'une grande utilité pour notre participation au Conseil exécutif.

En ce qui concerne des propositions d'allocation de fonds dans le document 205 EX/23, nous nous réjouissons des efforts réalisés pour appuyer le programme de l'UNESCO dans le domaine du sport et accompagner les États membres dans la mise en œuvre du Plan d'action de Kazan ainsi que des efforts pour promouvoir le développement et la conservation des réserves de biosphère à travers le Fonds africain (AfriBioFund).

Nous sommes conscients du rôle bénéfique du sport dans le développement personnel et social des femmes et des jeunes ainsi que du rôle primordial de la formation des jeunes scientifiques dans la promotion d'un cadre de vie durable.

En termes d'éducation, nous nous félicitons de la réussite de la Conférence panafricaine de haut niveau sur l'éducation (PACE). A cet égard, nous aimerions souligner l'importance que doit être accordée au suivi par l'UNESCO avec l'Union africaine de la mise en œuvre de la « Déclaration de Nairobi et son appel à l'action sur l'éducation » notamment en ce qui concerne l'établissement d'un mécanisme conjoint ODD4-Education 2030 et la Stratégie continentale d'éducation pour l'Afrique (CESA).

Par ailleurs, nous accordons une importance particulière au maintien des activités du BIE qui est le pivot pédagogique de l'UNESCO. Pour cela, nous soutenons les réformes structurelles afin de garantir sa pérennité ainsi que l'excellence de ses activités.

Mesdames et Messieurs,

L'attribution du Prix Nobel de la Paix à Nadia Murad et Denis Mukwege a une forte résonance dans le monde en matière de lutte contre toutes formes de violence, perpétrées au nom du genre à l'égard des filles et des femmes.

Nous devons être conscients que c'est grâce à l'éducation que nous montrerons aux filles et aux femmes le chemin vers la paix durable et une meilleure qualité de vie.

Aussi, il s'avère essentiel que la Priorité égalité des genres y compris l'éducation des filles soit systématiquement prise en compte dans tous les programmes tout au long de la transformation stratégique.

Nous encourageons le PHI à renforcer au rôle de leader en tant qu'organe intergouvernemental légitime dans le domaine de l'eau.

Chers collègues,

Nous appuyons les décisions relatives au Prix international UNESCO-Guinée équatoriale et au Prix UNESCO-Félix Houphouët-Boigny ainsi qu'à la Journée internationale des mathématiques.

Pour terminer mon propos, Madagascar souscrit pleinement à la déclaration du Nigéria au nom du Groupe électoral V (a).

Je vous remercie de votre attention.